

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Diversité, frontières ethnolinguistiques et éducation au Québec et au Canada

Diversity, Ethnolinguistic Boundaries and Education in Québec and Canada

Marie-Odile Magnan and Patricia Lamarre

Number 7, 2016

Diversité, frontières ethnolinguistiques et éducation au Québec et au Canada

Diversity, Ethnolinguistic Boundaries, and Education in Québec and Canada

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036414ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036414ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Magnan, M.-O. & Lamarre, P. (2016). Diversité, frontières ethnolinguistiques et éducation au Québec et au Canada / Diversity, Ethnolinguistic Boundaries and Education in Québec and Canada. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (7), 4-17. <https://doi.org/10.7202/1036414ar>

Présentation

Diversité, frontières ethnolinguistiques et éducation au Québec et au Canada

Marie-Odile Magnan et Patricia Lamarre

rédaçtrices invitées

Université de Montréal

Les frontières entre les groupes majoritaires et minoritaires, entre le *Nous* et le *Eux*, se construisent dans l'interaction, au quotidien, à l'intérieur de rapports de pouvoir économiques, linguistiques et ethnoculturels bien institués au plan des représentations sociales et des référents « imaginés » (Barth, 2008 ; Juteau, 1999). Les milieux éducatifs peuvent participer à cette construction des frontières de par les différents espaces formels et informels de socialisation qui se trouvent dans les murs de l'école, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou encore postsecondaire (Darmon, 2006), et ce malgré leur mandat de promouvoir le « vivre-ensemble » et la citoyenneté. De plus, les milieux éducatifs sont des lieux importants de rencontres, rassemblant des jeunes et des adultes aux bagages et aux parcours de socialisation multiples. Les dynamiques linguistiques, ethnoculturelles, économiques – que ce soit à l'échelle locale, nationale et internationale – façonnent les interactions négociées, réifiées ou encore contestées à l'école.

Au Canada, des rapports de pouvoir historiques entre anglophones et francophones encadrent les interactions, les représentations et les identités que construisent ou négocient les jeunes en cours de scolarisation. Les élites francophones hors Québec ont fait de l'éducation leur cheval de bataille pour préserver leur vitalité ethnolinguistique et leur sentiment de communalisation par rapport à une majorité anglophone canadienne. Malgré cet impératif, certains jeunes du secondaire manifestent des identités bilingues, voire hybrides (Dallaire et Denis, 2005 ; Pilote, 2007 ; Gérin-Lajoie, 2003). Au Québec, la communauté d'expression anglaise, en déclin démographique, est très engagée dans une quête généralisée visant à fournir aux jeunes le bilinguisme et la bilittératie nécessaires pour s'insérer pleinement dans

un Québec francophone (Lamarre, 2007). La grande popularité des programmes bilingues et d'immersion française dans ces écoles de langue anglaise sert de témoignage à cette quête, tout comme le choix d'inscrire les élèves ayants-droit dans des écoles de langue française. Toutefois, l'enjeu du bilinguisme dépasse la question des compétences linguistiques. Plusieurs recherches ont montré qu'une proportion élevée de jeunes du secteur anglais au Québec s'identifient à la fois à la communauté anglophone et à la communauté francophone et qu'ils se réclament d'identités multiples. Ces jeunes comptent participer activement à la société québécoise tout en souhaitant conserver la vitalité ethnolinguistique et institutionnelle du groupe anglophone (Magnan et Lamarre, 2013). Les élites de la majorité francophone au Québec, face à la présence de plus en plus importante de jeunes venus d'ailleurs, souhaitent jouer un rôle dans la production d'une nouvelle francophonie inclusive. Faire du français la langue commune constitue un objectif central des politiques scolaires officielles de l'État québécois. Les recherches ont révélé que la jeunesse issue de l'immigration au Québec développe des compétences accrues en français (Mc Andrew 2002), sans toutefois s'identifier pleinement – ou réussir à se faire identifier – à la majorité francophone québécoise de la province (Chastenay et Pagé, 2007 ; Lamarre, 2016). Finalement, dans les dernières décennies, l'intensification et la diversification des bassins migratoires ont contribué à modifier et à complexifier la composition des populations scolaires ainsi que la réalité quotidienne, et ce, autant dans les écoles de langue française hors Québec que dans les écoles de langue anglaise et française au Québec (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport [MELS], 2012). Il devient alors de plus en plus difficile de concevoir les écoles comme de simples « espaces de reproduction ou de production des communautés ethnolinguistiques » au 21^e siècle. Une nouvelle réflexion s'impose ainsi qu'un besoin d'identifier les défis et obstacles à l'évolution du rôle de l'école (minoritaire et majoritaire) dans la socialisation des jeunes d'aujourd'hui.

Les articles présentés dans ce numéro permettent de se pencher sur les jeunes issus de groupes minoritaires au Canada, que ce soit des jeunes issus de minorités linguistiques (francophones hors Québec, anglophones au Québec) ou issus de minorités ethnoculturelles (jeunes issus de l'immigration au Québec). Ces articles révèlent une frontière externe vive ressentie entre les « francophones québécois » et les *Autres* (les francophones minoritaires, les anglophones au Québec et les jeunes issus de l'immigration au Québec). Ces résultats permettent de constater que la conception ethnique de la nation québécoise perdure dans le temps. La conception inclusive d'une identité québécoise mise de l'avant dès les années 1970, à mi-chemin entre l'assimilationnisme linguistique et le multiculturalisme (Maclure 2006 ; Oakes et Warren, 2009), ne semble pas avoir imprégné fortement les interactions intergroupes et les identités des jeunes analysées dans ce numéro. Les efforts de territorialisation d'une identité québécoise dite civique, mobilisés dans le discours officiel et les politiques publiques, ne semblent pas avoir encore réussi à contribuer de façon importante à la « désethnicisation » de la nation québécoise (Lamarre, 2016).

Les trois premiers articles de ce numéro – ceux de Rodrigue Landry et Réal Allard, de Diane Gérin-Lajoie et de Paul Zanazanian – examinent sous différents angles le vécu actuel d’anglophones du Québec. Si cette minorité est « avantagée » par le pouvoir de l’anglais au Canada et dans le monde, les jeunes de la communauté ressentent néanmoins un sentiment d’exclusion de la part des « francophones québécois ». Ce sentiment d’exclusion se trouve exacerbé par le curriculum provincial en histoire au secondaire, où il y a peu de représentations d’une anglophonie locale et hétérogène – où il y a peu de représentations de l’anglophonie autres que l’« élite » issue de la bourgeoisie marchande anglo-saxonne protestante (*WASP*).

Rodrigue Landry et Réal Allard soulignent, à l’aide de résultats d’enquête quantitatifs, que la minorité anglophone est une minorité avantagée puisqu’elle mobilise une langue hypercentrale sur le plan international, une langue reflétant un pouvoir économique et politique. Leur étude démontre que les jeunes anglophones s’identifieraient principalement comme canadiens et anglophones, et moins comme francophones et québécois. Nous soulignons que leur faible identification au terme « québécois » demande à être située dans une trame historique qui, jusqu’à tout récemment, associait, parmi les « référents imaginés », le terme « québécois » à l’idée d’une francophonie « de souche », dite « pure laine ». Cela dit, ce manque d’identification soulève des questions et des défis importants pour l’avenir – défis qui demandent réflexion autant chez la majorité que chez la minorité. Pour sa part, Diane Gérin-Lajoie donne la parole aux jeunes fréquentant des écoles de langue anglaise dans la grande région de Montréal. Les jeunes participants à son étude, plusieurs issus de l’immigration avant la *Charte de la langue française*, déclarent avoir des appartenances et des identités multiples. Elle observe également l’absence d’un sentiment de minorisation chez ces jeunes aux origines ethniques diverses. Cela dit, ils se sentent toutefois exclus des catégorisations de « francophones » et de « québécois ». Pour clore cette section, Paul Zanazanian propose, dans son article, des moyens d’intervention pour construire, voire produire une identité québécoise plus inclusive : retravailler la trame narrative historique au Québec, c’est-à-dire le curriculum formel en histoire au secondaire, pour y inclure l’histoire plus complexe d’une anglophonie locale.

Deux autres articles nous permettent d’examiner la présence de frontières au sein des écoles de langue française au Québec. Les articles de Marie-Odile Magnan, Fahimeh Darchinian et Émilie Larouche et de Jacques Ledent, Marie Mc Andrew et Gérard Pinsonneault permettent de jeter un éclairage sur les jeunes issus de l’immigration, leur rapport à l’école de langue française au Québec et leurs choix d’orientation linguistique subséquents au cégep et à l’université. L’étude qualitative de Magnan, Darchinian et Larouche fait ressortir les frontières négociées au secondaire entre « francophones québécois » et « jeunes issus de l’immigration ». Les jeunes issus de l’immigration déclarent s’identifier davantage à leur groupe d’origine ou au Canada, tout en vivant un rapport d’altérité à l’égard des « francophones québécois ». Ainsi, ces analyses sur l’expérience du secondaire corroborent les études antérieures qui

ont souligné l'existence de ces frontières ethnoculturelles (p. ex., Meintel et Kahn, 2005 ; Laperrière et Beaulé, 2003). Ces jeunes semblent développer, dans un premier temps, un rapport plus instrumental, pragmatique et stratégique avec les langues – un rapport qui se répercute sur leurs choix d'orientation postsecondaires et leurs aspirations professionnelles (voir l'article de Ledent, Mc Andrew et Pinsonneault dans ce numéro). Les langues sont principalement, pour ces jeunes, des ressources permettant ultimement une insertion professionnelle réussie (Lamarre, Lamarre et Lefranc, 2015). Or, l'article de Magnan, Darchinian et Larouche permet d'explorer la construction identitaire de ces jeunes à la suite de leur choix d'orientation postsecondaire. Il s'avère que les jeunes issus de l'immigration sont susceptibles de revisiter la frontière entre « francophones québécois » et « jeunes issus de l'immigration » à la suite de nouvelles interactions en milieu postsecondaire (cégep et université). Cela permet de constater l'importance du cégep et de l'université comme espaces de socialisation et de renégociation des frontières.

L'article d'Annie Pilote et Jo-Anni Joncas, une étude qualitative portant sur la construction identitaire d'étudiants universitaires francsaskois, permet de constater que l'expérience du programme d'éducation française de l'Université de Régina contribue à forger un sentiment d'appartenance plus fort chez les jeunes francophones vivant hors Québec. Bien que ces jeunes aient un rapport au français plus stratégique au début du programme, il s'avère que cet espace éducatif les mène vers le sentiment d'être investis d'une mission : celle de contribuer à la reproduction des communautés francophones minoritaires, voire à la préservation du français. C'est principalement par leur immersion parmi les « francophones québécois » et en opposition à ceux-ci qu'ils développent leur sentiment d'appartenance et de communalisation aux « francophones minoritaires ». Les stages d'immersion réalisés au Québec renforcent leur sentiment d'appartenance à la francophonie canadienne ; ils se sentent exclus du *Nous* québécois lors de leurs interactions au Québec. Cela révèle une autre frontière ethnolinguistique déjà relevée dans la littérature scientifique entre francophones minoritaires et francophones du Québec (Heller, 2006). Cet article permet également de constater que tout ne se joue pas au secondaire et que les espaces de socialisation universitaires sont tout aussi importants dans le processus de construction identitaire des futures élites – ces espaces créant de nouvelles interactions et de nouveaux repositionnements identitaires lors de la rencontre des *Autres*.

L'article de Benoît Côté, Patricia Lamarre et Andry Nirina Razakamanana permet d'envisager des pistes d'intervention pour favoriser des échanges et de meilleures relations entre les jeunes des deux secteurs éducatifs et linguistiques du Québec (secteurs francophone et anglophone), par un programme permettant une traversée des « frontières » scolaires. La mise en œuvre concrète de la théorie des rapports intergroupes dans les milieux scolaires permet de constater des effets de ces rapports : dans ces programmes, les jeunes maintiennent leurs identités, mais ils développent des rapports intergroupes plus harmonieux au contact

de l'*Autre*. Les contacts intergroupes contribuent à modifier les représentations qu'ils avaient de l'*Autre* et encouragent des réseaux d'amitiés mixtes. L'article souligne l'importance des programmes permettant aux jeunes de dépasser les frontières linguistiques et scolaires.

Ce numéro permet de constater une transformation toujours en cours des profils linguistiques et ethnoculturels des populations scolaires inscrites dans les différents secteurs, que ce soit l'école de langue française majoritaire du Québec ou les écoles de la minorité de langue officielle – francophone hors Québec et anglophone au Québec. Les transformations démographiques ont des implications sur la conceptualisation de l'école en lien avec son rôle de reproduction des communautés de langue officielle. L'école, souvent perçue comme un endroit clé dans la reproduction des communautés linguistiques, fait face actuellement à des défis de taille, entre autres : comment promouvoir l'inclusion de tous dans l'optique du droit à la différence dans une école ayant le mandat de reproduire les « communautés » linguistiques. Ces missions paradoxales ne sont pas sans créer des tensions – des tensions qui se retrouvent au cœur du travail quotidien du personnel scolaire.

Nous constatons également, dans ces textes, la présence de plusieurs frontières ethno-linguistiques – celle bien connue entre « anglophones » et « francophones » scolarisés dans deux secteurs linguistiques distincts au Québec, mais aussi d'autres frontières moins souvent abordées et discutées : plus spécifiquement, une frontière entre les enfants d'immigrants et les francophones qui se côtoient dans les écoles de langue française à Montréal; et une frontière entre les francophones vivant en contexte majoritaire et les francophones vivant en contexte minoritaire au Canada.

Finalement, ce numéro met en exergue des frontières menant à un sentiment d'exclusion vis-à-vis de la majorité « francophone québécoise ». La fracture entre l'identité civique promue par les politiques du Québec et les frontières ethnoculturelles vécues par les jeunes au quotidien pousse à la réflexion. Ces articles mettent en lumière la difficulté de traverser la frontière et de se sentir inclus dans un *Nous* « francophone québécois », un *Nous* encore associé dans les discours aux termes « Québécois pur laine » et « Québécois de souche ». Ces constats nous poussent à repenser le rôle de l'école; il semble crucial, à la lumière de ces enquêtes, de concevoir des initiatives pour favoriser des rapports intergroupes harmonieux et déconstruire les sentiments d'exclusion que peuvent ressentir les jeunes issus de groupes minoritaires vis-à-vis de la majorité francophone québécoise. Dans la vision que nous proposons, l'école aurait pour mission de favoriser de manière concrète le vivre-ensemble et l'inclusion dans un milieu francophone pluraliste. Il s'agit d'aller au-delà des missions prescrites et de mettre en œuvre dans l'action le vivre-ensemble et l'inclusion.

Enfin, l'article de Luk Van Mensel vient jeter un regard comparatif sur les rapports de pouvoir linguistiques et les choix scolaires dans un autre contexte : celui de la Belgique et, plus spécifiquement, de la ville de Bruxelles. L'analyse de discours de parents issus du groupe

majoritaire francophone qui font le choix d'une école de langue minoritaire (néerlandais) montre que la frontière est difficile à traverser ou à chevaucher, du moins pour les parents. Les discours des parents nous permettent de constater que dans le regard des *Autres* francophones et néerlandophones, il est impossible d'être à la fois francophone et néerlandais ou d'avoir une identité « hybride ». Cet article portant sur un autre contexte national nous permet de réaliser toute la difficulté que les acteurs sociaux ont à déconstruire des frontières d'exclusion bien instituées au plan des représentations sociales et des politiques au fil de la trame historique – des réifications qui teintent les interactions quotidiennes de ces parents. Les discours d'acteurs sociaux qui reflètent une vision plurilingue et pluriethnique des identités s'avèrent difficiles à instaurer et à maintenir dans le regard des *Autres* qui ont bien intériorisé les frontières et les rapports de pouvoir entre minorités et majorités. Cette étude de Van Mensel nous permet de prendre toute la mesure des enjeux auxquels doivent faire face les écoles dans l'optique d'un avenir de plus en plus marqué par la diversité – le principal défi étant de dépasser la conceptualisation de l'école comme lieu de reproduction ethnoculturelle et linguistique formulée au 20^e siècle, ici au Canada mais aussi dans d'autres contextes nationaux marqués par la présence historique de deux communautés linguistiques.

Remerciements

La publication de ce numéro a été rendue possible grâce à la contribution financière du Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM), centre de recherche interuniversitaire hébergé à l'Université de Montréal.



Références

- BARTH, Fredrik (2008). « Les groupes ethniques et leurs frontières », dans Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart (dir.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, p. 203-249.
- CHASTENAY, Marie-Hélène, et Michel PAGÉ (2007). « Le rapport à la citoyenneté et à la diversité chez les jeunes collégiens québécois : comment se distingue la deuxième génération d'origine immigrée? », dans Maryse Potvin, Paul Eid et Nancy Venel (dir.), *La 2^e génération issue de l'immigration : une comparaison France-Québec*, Outremont, Athéna, p. 239-256.
- DALLAIRE, Christine, et Claude DENIS (2005). « Asymmetrical hybridities: Youths at francophone games in Canada », *Canadian Journal of Sociology = Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 30, n° 2, p. 143-168.
- DARMON, Muriel (2006). *La socialisation*, 2^e éd., Paris, Armand Colin.
- GÉRIN-LAJOIE, Diane (2003). *Parcours identitaires de jeunes francophones en milieu minoritaire*, Sudbury, Prise de parole.

- HELLER, Monica (2006). *Linguistic minorities and modernity: A sociolinguistic ethnography*, 2^e éd., Londres, Continuum.
- JUTEAU, Danielle (1999). *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- LAMARRE, Patricia (2016). « Post-101 Quebec and defining Québécois today: Transformations and challenges from within », dans Margaret Kelleher et Michael Kenneally (dir.), *Irishness and québécoisité: New perspectives*, Dublin, Four Courts Press.
- LAMARRE, Patricia (2007). « Anglo-Quebec today: Looking at community and schooling issues », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 185, p. 109-132.
- LAMARRE, Patricia, Stéphanie LAMARRE et Marina LEFRANC (2015). *La socialisation langagière comme processus dynamique : suivi d'une cohorte de jeunes plurilingues intégrant le marché du travail*, Québec, Conseil supérieur de la langue française du Québec.
- LAPERRIÈRE, Anne, et Denis BEAULÉ (2003). « Franco-Québécois et Québécois des minorités ethniques : lignes de fracture et de suture », dans Lucille Guilbert (dir.), *Médiation et francophonie interculturelle*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 55-81.
- MACLURE, Jocelyn (2006). « Politique linguistique ou politique d'intégration ? La politique de la langue dans une communauté politique libérale, démocratique et pluraliste », dans P. Georgeault et M. Pagé, *Le français, langue de la diversité québécoise*, Montréal, Québec Amérique, p. 153-170.
- MAGNAN, Marie-Odile, et Patricia LAMARRE (2013). « Être jeune et "anglophone" dans un Québec pluraliste », *Vivre ensemble*, vol. 21, n° 71 (automne), p. 1-5.
- MC ANDREW, Marie (2002). « La loi 101 en milieu scolaire : impacts et résultats », *Revue d'aménagement linguistique*, numéro hors série, p. 69-83.
- MEINTEL, Deirdre, et Emmanuel KAHN (2005). « De génération en génération : identités et projets identitaires de Montréalais de la "deuxième génération" », *Ethnologies*, vol. 27, n° 1, p. 131-163.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2012). *Indicateurs linguistiques dans le secteur de l'éducation 2011*, Québec, Gouvernement du Québec.
- OAKES, Leigh, et Jane WARREN (2009). *Langue, citoyenneté et identité au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- PILOTE, Annie (2007). « Suivre la trace ou faire son chemin ? L'identité culturelle des jeunes en milieu francophone hors Québec », *Revue internationale d'études canadiennes*, vol. 36, p. 229-251.

Mots clés

éducation, minorités linguistiques, frontières, identité, rapports de pouvoir, Québec, Canada

Correspondance

marie-odile.magnan@umontreal.ca

patricia.lamarre@umontreal.ca

Introduction

Diversity, Ethnolinguistic Boundaries and Education in Québec and Canada

Marie-Odile Magnan and Patricia Lamarre

Guest Editors

Université de Montréal

The boundaries between majority and minority groups, between a “nous/us” and “les autres/them”, are constructed through daily interactions within economic, linguistic and ethnocultural power relations which affect social representations and “imagined” references (Barth, 2008, Juteau, 1999). Educational settings can participate in the construction of these boundaries through the different formal and informal spaces for socialization that exist in schools, whether at the primary, secondary or even post-secondary level (Darmon, 2006), and this despite their mandate to promote the ideals of “*vivre ensemble*” and citizenship. In addition, educational settings are important meeting places, bringing together young people and adults with diverse backgrounds and experiences. The linguistic, ethnocultural and economic dynamics—be they local, national or international—shape interactions and representations that are negotiated, reified or even contested in the school.

In Canada the historical power relations between Anglophones and Francophones frame interactions, representations and identities that young people construct or negotiate during their schooling. In efforts to preserve their ethnolinguistic vitality and their sense of community alongside a Canadian Anglophone majority, Francophone elites outside Quebec have counted heavily on education. But growing bilingualism in student populations is making the role of official minority schools less clear. Increasingly, adolescents in secondary schools manifest bilingual or, in some instances, hybrid identities (Dallaire and Denis, 2005; Pilote, 2007; Gérin-Lajoie, 2003). In Quebec, the English-language community, although demographically in decline, is strongly committed to providing students with the bilingualism and biliteracy they need to fully participate in French-speaking Quebec

(Lamarre, 2007). The popularity of bilingual programs and French immersion in Quebec's English-language schools testifies to the intensity of this quest for bilingualism, as does the choice made by some parents to register children in French-language schools, despite their right to attend English-language schools. The challenge of bilingualism goes beyond linguistic skills. A number of research projects have shown that an important proportion of young people in Quebec's English-language system identifies with both the Anglophone and the Francophone communities, claiming multiple identities. These youth intend to participate actively in Quebec society while still maintaining the ethnolinguistic and institutional vitality of the English-speaking group (Magnan et Lamarre, 2013). On the other hand, the elites in the Francophone majority of Québec, faced by the presence of ever increasing numbers of young immigrants, hope to play a role in the creation of a new inclusive Francophonie. Making French the common language is a central goal in the official school policies of the government of Quebec. Research has shown that although young people from immigrant families in Quebec develop increased capacities in French (Mc Andrew, 2002), they neither identify fully nor succeed in being identified as part of the Francophone majority of the province (Chastenay et Pagé, 2007; Lamarre, 2016). Finally, over the last few decades, increased and diversified migration has modified and complexified school populations and daily reality, not only in French-language schools outside Quebec but in English- and French-language schools in Quebec (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport [MELS], 2012). It becomes increasingly difficult to define schools as "sites for reproducing or producing ethnolinguistic communities" in the 21st century. A new reflection is needed, in order to identify the challenges and the obstacles to the evolution of the role of the school (of both the minority and the majority) in the socialization of the young people of today.

The articles presented in this issue focus on young people from minority groups in Canada, whether these are linguistic minorities (Francophones outside Quebec, Anglophones in Quebec) or ethnocultural minorities (young people from the immigrant population in Quebec). The articles reveal the existence of a strong boundary between "Francophone Quebecers" and the "Others" (minority Francophones, Anglophone Quebecers and youth from the immigrant population in Quebec). The different studies reveal that the ethnic concept of the Quebec nation endures over time. The inclusive concept of a Québécois identity put forward in the 1970s—halfway between linguistic assimilationism and multiculturalism (Maclure, 2006; Leigh and Oakes, 2009)—does not appear to have penetrated to any great degree either intergroup interactions or the identities of the young people presented in this set of articles. The efforts made to adopt a territorialized and civic definition of Québécois identity in official discourse and public policies seem to have done little to bring about the "de-ethnicization" of the Quebec nation (Lamarre, 2016).

The first three articles in this issue (by Rodrigue Landry and Réal Allard, Diane Gérin-Lajoie, and Paul Zanazanian) examine the experience of Anglophone youth in Quebec from

different angles. While this minority “benefits” from the strength of English in Canada and elsewhere in the world, young people in the Anglophone community feel excluded with regard to “Francophone Quebecers.” This feeling of exclusion is exacerbated by the provincial history curriculum at the secondary level in which there are few representations of a local and heterogeneous anglophone community, other than the “elite” white Anglo-saxon Protestant bourgeoisie that once dominated Quebec’s economy.

Using results from their quantitative research, Rodrigue Landry and Réal Allard stress that the Anglophone minority is an advantaged minority since it harnesses a hypercentral language at the international level, a language that reflects economic and political power. Landry and Allard’s study shows that young Anglophones self-identify for the most part as Canadians and Anglophones and less as Francophones and Quebecers. We would like to point out that their weak identification with the term “*Québécois*” has to be placed within a historical framework which, until very recently, associated at the level of “imagined references” the term “*Québécois*” with the idea of a community of French descent *pure laine*. That said, this lack of identification raises important questions and challenges regarding the future—challenges that call for a reflection on the part of both the majority and the minority. Diane Gérin-Lajoie’s article gives voice to young people who attend English-language schools in greater Montreal. The young participants in her study, many of whom are from immigrant families who arrived before the *Charter of the French Language*, state that they have multiple allegiances and identities. She also notes that these young people of various ethnic origins do not have a sense of minorization. They do, however, feel excluded from the category of “Francophone” and “*Québécois*.” To conclude this section, in his article Paul Zanazanian proposes ways of intervening in order to build or produce a more inclusive Quebec identity, such as reworking the historical narrative of Quebec—in other words, the official curriculum at the secondary level—so as to include a more complex history of the local Anglophone community.

Two other articles reveal ethnic frontiers in French-language schools in Quebec. The articles by Marie-Odile Magnan, Fahimah Darchinian and Émilie Larouche and by Jacques Ledent, Marie Mc Andrew and Gérard Pinsonneault throw light on the experience of young people from immigrant communities, their relationship with French-language schools in Quebec, and their subsequent choices with regard to language at the CEGEP and university. Magnan, Darchinian and Larouche’s qualitative study reveals the boundaries negotiated at school between “Francophone Quebecers” and “young people of immigrant background”. The latter state that they self-identify more with their own ethnic community or with Canada, while at the same time living a relationship of “Otherness” with regard to “Francophone Quebecers.” This concept of “Otherness” is created on both sides of the boundary. This analysis of the experience of secondary school students corroborates previous studies that highlighted the existence of these ethnocultural boundaries (for

example, Meintel and Kahn, 2005; Laperrière and Beaulé, 2003, etc.). Young students with immigrant backgrounds appear to develop a relationship with languages that at first is more useful, pragmatic and strategic—a relationship that will play in their choice of post-secondary orientation and their professional aspirations (see the article by Ledent, Mc Andrew and Pinsonneault in this issue). For these young people, languages are primarily perceived as resources that ultimately enable a successful professional insertion (Lamarre, Lamarre and Lefranc, 2015). Magnan, Darchinian and Larouche’s article explores the continuing construction of identity among young people after their choice of post-secondary orientation. It seems that young people of “immigrant background” revisit the boundary between “Francophone Quebeckers” and “young people of immigrant background” thanks to new interactions in post-secondary settings (CEGEP and university). This indicates the importance of CEGEPs and universities as spaces for socialization and renegotiation of boundaries.

The article by Annie Pilote and Jo-Anni Joncas is a qualitative study on identity building among Saskatchewan university students. They show that experience in the Francophone teacher education program at the University of Regina contributes to creating a stronger feeling of belonging among these young Francophones living outside Quebec. Although these young people have a strategic relationship to French at the beginning of the program, it would appear that this educational environment encourages a feeling of having a mission to contribute to the reproduction of Francophone minority communities and the preservation of French. It is also primarily in contrast to “Francophone Quebeckers” that they develop their sense of belonging and communalization to “Francophone minorities.” Immersion courses that they take in Quebec actually appear to reinforce their sense of belonging to the Canadian Francophonie, as they feel excluded from the Québécois “Us” in their interactions in Quebec. This reveals another ethnolinguistic boundary only rarely discussed in the scientific literature—that between Francophone minorities and Francophones in Quebec (Heller, 2006). Annie Pilote and Jo-Anni Joncas’s article also shows once again that everything is not played out at the secondary level and that socialization at university is equally important in the process of identity construction of future elites, as these spaces create opportunities for new interactions and new identity positionings.

Benoît Côté, Patricia Lamarre and Andry Nirina Razakamanana’s article enables us to envisage educational strategies that facilitate exchanges and better relations between young people from the two linguistic sectors in Quebec (the Francophone and Anglophone school sectors) by means of a program that would enable school institutional “boundaries” to be crossed. Through implementation of an exchange model based on the theory of intergroup relations in school environments, it was observed that young people maintain their identities, but develop more harmonious intergroup relations when in contact with the “Others”. Intergroup contacts through the program study help modify the representations of the

“Others” and promote networks of mixed friendships. The article emphasizes the importance of programs that enable young people to go beyond linguistic and school boundaries.

This issue of the journal reveals an on-going transformation of linguistic and ethnocultural profiles in school populations enrolled in different sectors, whether it is the majority French-language school in Quebec or the official minority-language schools (Francophone outside of Quebec and Anglophone in Quebec). Demographic transformations have repercussions on the conceptualization of the school with regard to its role in reproducing official language communities. Often seen as a key place in the reproduction of linguistic communities, the school faces important challenges. More specifically, how can one promote inclusion of all and the right to be different in a school committed to reproducing linguistic “communities”. These paradoxical missions create tensions—tensions that lie at the heart of the daily work of the school staff.

These articles also reveal the presence and persistence of numerous ethnolinguistic boundaries. In addition to the traditional two solitudes one between “Anglophones” and “Francophones” educated in two separate systems in Quebec, there are others that are less frequently examined and discussed, such as the boundary between children of immigrants and Francophones that attend French-language schools in Montreal; and the boundary between Francophones living in a majority context and Francophones living in minority contexts in Canada.

Finally and most importantly, this issue highlights boundaries that lead to a feeling of exclusion with regard to the “Québécois Francophone” majority in particular. The divide between the civic identity promoted by policy in Quebec and the ethnocultural boundaries experienced by the young on a daily basis is thought-provoking. The articles in this issue bring to light not only the difficulty of crossing the boundary but also that of feeling included in the “Québécois Francophone” “Us”—an “Us” that is still strongly tied to the terms “*Québécois* of French descent” and “*pure laine* old-stock Quebecers”. These observations force us to rethink the role of the school. In the light of these studies, it seems crucial to develop initiatives that foster harmonious intergroup relations and to deconstruct the feelings of exclusion that young people from minority groups can experience with regard to the Québécois Francophone majority. From this viewpoint, we propose that the mission of the school be to encourage in a much more concrete way inclusion and living in harmony in a pluralist French-speaking milieu. It is a question of going beyond prescribed missions and actively implementing inclusion and living in harmony.

Luk Van Mensel’s article adds a comparative point of view on linguistic power relations and school choices in another context: the city of Brussels in Belgium. His analysis of the discourse of parents from the Francophone majority group, who choose the minority language (Dutch) school, shows that crossing or straddling the boundary is difficult, at least

for parents. The parents' discourse indicates that in the eyes of many French-speaking and Dutch-speaking "Others", it is impossible to be both French-speaking and Dutch-speaking or to have a "hybrid" identity. This article in another national context enables us to see how difficult it is for stakeholders to deconstruct boundaries of exclusion and social and political representations constructed historically—reifications that affect the daily interactions of these parents. The discourse of stakeholders reflecting a plurilingual and pluriethnic understanding of identities proves to be difficult to maintain in the eyes of "Others" who have interiorized the boundaries and power relations between minorities and majorities. Van Mensel's study enables us to understand the challenges that schools have to face with respect to a future increasingly marked by diversity. The main challenge is to overcome or deconstruct the conceptualization of the school as a place of ethnocultural and linguistic reproduction as was formulated in the 20th century not only here in Canada but also in other national contexts marked by the historical presence of two linguistic communities.

Acknowledgment

The publication of this issue was made possible through the financial contribution of the Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM), an interuniversity research center based at the Université de Montréal.



Bibliography

- BARTH, Fredrik (2008). "Les groupes ethniques et leurs frontières." In *Théories de l'ethnicité*, Philippe Poutignat and Jocelyne Streiff-Fenart (Eds.). Paris: Presses universitaires de France, p. 203–249.
- CHASTENAY, Marie-Hélène and Michel PAGÉ (2007). "Le rapport à la citoyenneté et à la diversité chez les jeunes collégiens québécois : comment se distingue la deuxième génération d'origine immigrée?" In Maryse Potvin, Paul Eid and Nancy Venel (Eds.), *La 2^e génération issue de l'immigration : une comparaison France-Québec*. Outremont: Éditions Athéna, p. 239–256.
- DALLAIRE, Christine and Claude DENNIS (2005). "Asymmetrical hybridities: Youths at francophone games in Canada." *The Canadian Journal of Sociology = Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 30, no. 2, p. 143–168.
- DARMON, Muriel (2006). *La socialisation*. 2nd ed., Paris: Armand Colin.
- GÉRIN-LAJOIE, Diane (2003), *Parcours identitaires de jeunes francophones en milieu minoritaire*. Sudbury: Prise de parole.
- HELLER, Monica (2006), *Linguistic minorities and modernity: A sociolinguistic ethnography*. 2nd ed., London: Continuum.

- JUTEAU, Danielle (1999). *L'ethnicité et ses frontières*. Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- LAMARRE, Patricia (2016). "Post-101 Quebec and defining Québécois today: Transformations and challenges from within." In Margaret Kelleher and Michael Kennealy (Eds.), *Irishness and Québécois: New perspectives*. Dublin: Four Courts Press.
- LAMARRE, Patricia (2007). "Anglo-Quebec today: looking at community and schooling issues." *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 185, p. 109-132.
- LAMARRE, Patricia, LAMARRE Stéphanie and LEFRANC Marina (2015). *La socialisation langagière comme processus dynamique : suivi d'une cohorte de jeunes plurilingues intégrant le marché du travail*. Québec: Conseil supérieur de la langue française du Québec.
- LAPERRIÈRE, Anne and Denis BEAULÉ (2003). "Franco-Québécois et Québécois des minorités ethniques : lignes de fracture et de suture." In Lucille Guilbert (Ed.), *Médiation et francophonie interculturelle*. Québec: Presses de l'Université Laval, p. 55-81.
- MACLURE, Jocelyn (2006). "Politique linguistique ou politique d'intégration? La politique de la langue dans une communauté politique libérale, démocratique et pluraliste." In P. Georgeault and M. Pagé, *Le français, langue de la diversité québécoise*. Montreal: Québec Amérique, p. 153-170.
- MAGNAN, Marie-Odile and Patricia LAMARRE (2013). "Être jeune et 'anglophone' dans un Québec pluraliste." *Vivre ensemble*, Autumn 2013, vol. 21, no. 71, p. 1-5.
- MC ANDREW, Marie (2002). "La loi 101 en milieu scolaire: impacts et résultats." *Revue d'aménagement linguistique*, special issue, p. 69-83.
- MEINTEL, Deirdre and Emmanuel KANH (2005). "De génération en génération: identités et projets identitaires de Montréalais de la deuxième génération." *Ethnologies*, vol. 27, no. 1, p. 131-163.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2012). *Indicateurs linguistiques dans le secteur de l'éducation 2011*. Québec: Gouvernement du Québec.
- OAKES, Leigh, and Jane WARREN (2009). *Langue, citoyenneté et identité au Québec*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- PILOTE, Annie. (2007). "Suivre la trace ou faire son chemin? L'identité culturelle des jeunes en milieu francophone hors Québec." *Revue internationale d'études canadiennes = International Journal of Canadian Studies*, vol. 36, p. 229-251.

Keywords

education, linguistic minorities, frontiers, identities, power relations, Québec, Canada

Correspondance

marie-odile.magnan@umontreal.ca

patricia.lamarre@umontreal.ca